

RÉPONSE

du

Conseil fédéral à l'invitation que lui a faite le Gouvernement français, concernant la participation de la Suisse à des conférences au sujet des affaires de Rome et de l'Italie.

Note du Conseil fédéral au Ministre suisse à Paris.

(Du 29 Novembre 1867.)

Monsieur le Ministre!

L'Ambassadeur impérial de France, M. le Marquis de Banneville, a donné lecture au Vice-Président du Conseil fédéral d'une dépêche circulaire dont il lui a laissé copie, dépêche dans laquelle Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères adresse au Conseil fédéral l'invitation de se faire représenter à des conférences qui s'ouvriront prochainement au sujet des affaires d'Italie et de Rome.

A cette invitation, le Conseil fédéral a l'honneur de répondre qu'il est sensible à cette nouvelle et amicale marque d'attention du Gouvernement impérial envers la Suisse, et qu'il n'a pas manqué de vouer toute son attention à l'importante question qui fait l'objet de la circulaire.

Bien que sa position d'Etat neutre impose à la Suisse une réserve toute particulière à l'occasion de la tractation des affaires européennes, le Conseil fédéral n'a nullement l'intention de décliner la part de droits et de devoirs qui est dévolue à la Suisse comme membre de la communauté des nations européennes. Reconnaisant que la question pendante se rapporte à de graves intérêts moraux et politiques, le Conseil fédéral est disposé à se faire représenter aux conférences projetées. Il attache toutefois à cette acceptation une seule réserve: que les conférences aient un caractère européen général, attendu que la présence de la Suisse à des conférences partielles ne saurait, dans le cas dont il s'agit, se concilier avec le rôle neutre et impartial qui est assigné à notre pays.

En donnant cette déclaration, le Conseil fédéral estime toutefois devoir présenter en toute franchise quelques considérations.

Depuis longtemps deux graves intérêts sont en présence à Rome: d'une part, un intérêt de nature religieuse émanant du besoin de l'indépendance du Chef suprême de l'Eglise catholique; d'autre part, un intérêt de nature politique basé sur les efforts du peuple romain pour déterminer lui-même les formes po



gouvernementales qui doivent le régir. On ne saurait équitablement contester la raison d'être de ces deux intérêts, ni méconnaître que la solution de la difficulté ne peut être obtenue d'une manière durable que par la reconnaissance et la satisfaction des intérêts de part et d'autre.

Le Conseil fédéral n'est pas dans le cas d'apprécier si pour arriver à ce but il n'aurait pas été à désirer que le Gouvernement impérial entamât des négociations préliminaires avec les principaux intéressés. De son côté, il peut accepter en entier la voie désignée dans l'invitation, d'une libre délibération sans fixation préalable d'un programme. Par contre, le Conseil fédéral estime que ce dernier point de vue implique aussi des conditions et des conséquences particulières.

Une première condition des libres délibérations est bien sans doute que la conférence européenne ne se trouve pas en face d'une situation préjugée par l'une des parties. Eu égard à la prochaine cessation de l'intervention armée dans l'Etat de l'Eglise, annoncée par Sa Majesté l'Empereur lui-même, le Conseil fédéral croit cependant pouvoir se dispenser d'une discussion ultérieure de ce point. Il envisage comme une autre conséquence le principe que des effets en droit ne découlent d'une résolution qu'autant que ces effets sont acceptés par les intéressés eux-mêmes.

Enfin, chacun des Etats intervenants doit avoir sans doute la faculté de se retirer des conférences dès que les délibérations entraîneraient dans une voie qui ne saurait se concilier avec ses principes politiques. Le Conseil fédéral doit déclarer dès à présent qu'il ne pourra participer qu'à des résolutions conformes aux principes sur lesquels se base le système politique de la Suisse elle-même.

Le Conseil fédéral suppose que le caractère de libre délibération sera conservé sous tous ces rapports à la conférence. Dans cette supposition, il attend les communications ultérieures du Gouvernement impérial sur le lieu et l'époque des conférences, après quoi il ne manquera pas de désigner son représentant.

Vous êtes prié de donner lecture de cette dépêche à M. le Marquis de Moustier et de lui en laisser copie s'il le demande.

Berne, le 29 Novembre 1867.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Vice-Président :

D^r J. DUBS.

Le Chancelier de la Confédération:

SCHIESS.